Initiatives ministérielles

pondance auront la possibilité de percevoir et de transmettre les droits et taxes qui s'appliquent sur tous les envois de plus de 20 \$ expédiés à des adresses canadiennes.

L'examen des exemptions s'appliquant aux marchandises importées par messenger ou comme courrier a été pour nous l'occasion de réévaluer notre politique à l'égard des cadeaux et de libéraliser les taux d'exemption.

À la suite de cette étude et de nombre d'instances qui ont été formulées récemment par des Canadiens, le taux d'exemption pour les cadeaux passera de 40 \$ à 60 \$ grâce à ce projet de loi.

Il convient de noter que l'exemption vise les cadeaux non sollicités envoyés à des Canadiens par des parents ou des amis à l'étranger.

Monsieur le Président, cette mesure législative exhaustive a fait l'objet d'une longue étude et vise à améliorer la loi actuelle dans l'intérêt de l'utilisateur et de l'organisme de réglementation. Cependant, ce n'est pas la panacée pour certains problèmes complexes, notamment le magasinage outre-frontière. Le projet de loi comprend plutôt des mesures justes et équilibrées susceptibles de rendre les règles du jeu plus équitables et de donner aux entreprises canadiennes de vente par correspondance l'occasion de concurrencer au Canada avec leurs homologues étrangers.

De plus, le projet de loi vise rend la législation sur les douanes plus conforme aux autres lois administrées par Revenu Canada et encourage les efforts concertés que déploie Douanes et Accise pour rationaliser ses opérations et adopter un style de gestion plus professionnel.

Le projet de loi C-74 est l'oeuvre de ce ministère et du ministère des Finances. C'est le fruit de nombreux mois de travail acharné visant à adopter des mesures équitables et à trouver un juste équilibre entre les divers intérêts qui entrent inévitablement en conflit quand des changements sont à l'horizon.

Je tiens à remercier tous ceux qui nous ont permis de mener ce projet de loi à l'étape de la troisième lecture et j'invite tous les députés qui le désirent à participer au débat.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je suis heureux de dire que j'appuie ce projet de loi à l'étape de la troisième lecture.

• (1120)

Je dois toutefois préciser et rappeler le fait que le gouvernement ne va combler que partiellement ces échappatoires. Le problème, c'est, bien sûr, qu'il a échafaudé un système qui va diminuer de moitié l'efficacité de la mesure qu'il annonce aujourd'hui, ce qui n'aurait pas été le cas s'il avait agi autrement. Il n'en reste pas moins que le projet de loi va être beaucoup plus restrictif que ne l'est la loi actuelle. Personne ne le conteste. À l'heure actuelle, on peut expédier des États-Unis au Canada des marchandises d'une valeur de 39,90 \$ en franchise de droits de douane, de TPS et de tout le reste. Il s'ensuit que des grandes maisons de vente par correspondance, comme L.L. Bean, peuvent expédier au Canada des produits dans des emballages individuels. Elles peuvent expédier une cravate dans une boîte, une chemise dans une autre, etc. Elles vont expédier leurs marchandises au Canada dans des boîtes individuelles, contournant le fisc du même coup.

Aux termes du projet de loi, le montant exempté sera de seulement 20 \$. Il s'agit ici de produits achetés, et non de cadeaux. Il sera toujours possible que quantité de produits soient expédiés au Canada en franchise de droits de douane parce que la surtaxe de 5 \$ ne s'appliquera pas aux grandes maisons de vente par correspondance pour les raisons que j'ai mentionnées tout à l'heure.

C'est le 30 mai 1990 que j'ai attiré l'attention de la Chambre sur cette question pour la première fois. Dans un discours que j'ai prononcé à la Chambre à ce moment-là, j'ai demandé au ministre du Revenu national ce qu'il allait faire pour supprimer cette échappatoire, qui offre aux détaillants américains la possibilité d'expédier leurs produits au Canada et de supplanter complètement leurs concurrents canadiens. Et ce n'est pas parce que les commerçants canadiens font trop de profits. C'est pour une raison tout à fait autre. C'est que les détaillants américains sont ainsi exemptés des taxes.

Le député de Pontiac—Gatineau—Labelle a dit dans son discours plus tôt qu'un colis de 40 \$ coûtait 50,26 \$ au Canada, une fois que les taxes ont été acquittées. De même, un colis d'une valeur de 20 \$ coûtera 25,13 \$. Pour une entreprise américaine qui fait enregistrer un colis de 20 \$ à destination du Canada, le colis coûtera 20 \$, plus les frais de poste américains.

L'entreprise canadienne qui vend le même produit devra facturer 25,13 \$ à ses clients, d'après les chiffres